

*Questions orales*LA PERSÉCUTION RELIGIEUSE AU TCHAD—DEMANDE DE
RENOI DU RAPPORT DE L'ACDI AU COMITÉ PERMANENT

M. Donald W. Munro (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse également au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Selon des rapports qui sont parvenus au Canada, le Tchad serait aux prises avec une vague de persécution religieuse qui mettrait en péril les futurs programmes d'aide élaborés à l'intention de ce pays, celui notamment qui prévoit la distribution de vivres au Sahel. Le ministre accepterait-il donc que le rapport de l'ACDI soit renvoyé au comité permanent des affaires extérieures et de la défense nationale, afin que celui-ci puisse examiner à fond cette question et d'autres connexes.

L'hon. Allan J. MacEachen (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, je remercie le député de sa suggestion que j'entends examiner sous peu.

* * *

LES TRANSPORTS

LA DÉSFFECTATION DE LIGNES D'EMBRANCHEMENT—
DEMANDE DE PROLONGATION DU BLOCAGE—LES
CONSULTATIONS FÉDÉRALES-PROVINCIALES AU SUJET DES
INDEMNISATIONS

M. Les Benjamin (Regina-Lake Centre): Monsieur l'Orateur, j'aimerais interroger le ministre des Transports au sujet d'un autre blocage. Le gouvernement a-t-il l'intention de laisser le blocage sur l'abandon des lignes secondaires se terminer à la fin de décembre, ou s'il a l'intention de le maintenir? Autrement, sur quels critères s'est-on entendu pour décider de l'abandon, s'il y a lieu, de telle ou telle ligne secondaire?

L'hon. Jean Marchand (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, j'espère que la décision relativement aux lignes secondaires sera prise dès cette semaine.

M. Benjamin: Une question supplémentaire, monsieur l'Orateur. Le ministre a-t-il l'intention de respecter l'engagement pris par le ministre de la Justice et selon lequel aucune ligne secondaire ne serait abandonnée sans le consentement préalable de la province intéressée? En outre, son ministère ou lui-même s'est-il entendu avec les provinces au sujet de l'indemnité à verser aux municipalités, aux services de voirie, aux agriculteurs et à tous les autres pour les frais additionnels que ces abandons leur occasionneront?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, le député préférera sûrement avoir une réponse du ministre de la Justice lui-même.

M. Benjamin: Monsieur l'Orateur, comme dernière question supplémentaire je demande une fois de plus au ministre s'il n'acceptera pas de maintenir le gel des tarifs marchandises et de l'abandon des lignes secondaires jusqu'à ce que les sociétés ferroviaires aient fourni leurs données sur le prix de revient dans le cas des tarifs marchandises, et jusqu'à ce que les provinces en cause se soient entendues avec le gouvernement sur l'abandon de lignes secondaires?

M. Marchand (Langelier): Monsieur l'Orateur, pour ce qui est de la seconde partie de la question, je maintiens que le ministre de la Justice devrait y répondre. Quant à la première, je doute que nous devions changer d'avis. J'ai

[M. MacEachen.]

l'impression que dans bien des cas l'on a mal interprété la suppression du gel. L'Ouest se plaignait, à juste titre dans la plupart des cas, des injustices et des anomalies, des tarifs appliqués aux longs et aux courts parcours et ainsi de suite, mais ces anomalies n'avaient rien à voir avec le gel. J'estime donc que nous induirions le public en erreur en disant que le maintien du gel remédierait à la situation; nous allons y remédier, mais en collaboration avec les ministres des transports de l'Ouest.

* * *

[Français]

L'HABITATION

L'ADMISSIBILITÉ À LA SUBVENTION DE \$500 POUR FINS DE
RÉNOVATIONS

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je désire poser une question à l'honorable ministre des Finances.

Étant donné que la rénovation d'une résidence est parfois plus onéreuse ou tout au moins autant que la construction d'une maison neuve, le ministre a-t-il songé à accorder la ristourne de \$500 à cette catégorie de propriétaires?

L'hon. John N. Turner (ministre des Finances): C'est une question que je pourrai traiter quand le projet de loi sera étudié à la Chambre, monsieur l'Orateur.

* * *

[Traduction]

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

SUCRE—L'OPPORTUNITÉ D'UNE MODIFICATION DES MODES
D'ÉCHANGE ET D'UNE CAISSE DES PRIX

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur ma question s'adresse au ministre de l'Industrie et du Commerce. Comme le secrétaire américain à l'agriculture a recommandé aux États-Unis de rétablir leurs relations commerciales avec Cuba afin de faire baisser le prix excessif du sucre, le ministre prévoit-il de modifier les modes d'échange avec ce pays en ce qui concerne le sucre afin de diminuer le prix à la consommation de produit au Canada?

L'hon. Alastair Gillespie (ministre de l'Industrie et du Commerce): Monsieur l'Orateur, la structure de nos échanges commerciaux avec Cuba en particulier a déjà considérablement évolué. L'année dernière, les sociétés canadiennes ont importé environ 47,000 tonnes de sucre de Cuba, je pense. Cette année, cela doit approcher les 97,000 tonnes.

* * *

L'AGRICULTURE

BETTERAVE SUCRIÈRE—LE RELANCEMENT DE LA CULTURE

M. R. E. McKinley (Huron-Middlesex): Monsieur l'Orateur, comme cela ne représente pas une quantité énorme, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. En réponse à une question que je lui ai posée il y a quelque temps, il a déclaré qu'il essaierait de convaincre ses collègues du cabinet de relancer la culture de la betterave sucrière dans le sud-ouest de l'Ontario; ainsi, si le prix du sucre se maintenait à son niveau actuel,